



L'honorable Lawrence MacAulay, Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
minister_ministre@agr.gc.ca

L'honorable Cher Mark Holland, Ministre de la Santé
hcminister.ministresc@canada.ca

Le 19 octobre, 2023

Il est urgent de rétablir les évaluations d'innocuité et la transparence pour tous les OGM

Cher M. MacAuley, Cher M. Holland,

Nous vous félicitons pour vos récentes nominations en tant que ministres ayant la lourde responsabilité de préserver la santé et l'innocuité du système alimentaire canadien.

Alors que vous entamez votre important mandat, nous vous écrivons pour vous alerter sur révélation récente qui montrent comment les modifications de la réglementation des organismes génétiquement modifiés (OGM) ont été élaborées par les ministères en étroite collaboration avec l'industrie de la biotechnologie et des pesticides. Nous vous écrivons pour attirer votre attention sur l'aggravation de la crise de crédibilité de vos ministères respectifs et de cette réglementation. De ce fait, nous vous demandons de garantir urgemment des évaluations d'innocuité obligatoires et la transparence pour tous les OGM.

Contexte et mise à jour

En 2021, Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) ont respectivement lancé des consultations « publiques » visant la création des nouvelles orientations réglementaires, afin de définir — en particulier — comment les nouvelles semences et aliments OGM (modifiés via l'édition du génome) seraient réglementés. Nos groupes y ont participé afin de partager notre analyse détaillée et les impacts de vos décisions principalement sur les aspects d'innocuité, de transparence et de confiance. Nous avons aussi mobilisé les citoyen.ne.s canadien.ne.s à y participer.

Malgré les vives inquiétudes exprimées par le public et [les agriculteurs](#) pendant plus de deux ans auprès de vos ministères et dans le cadre des consultations, vos services ont choisi d'autoriser l'autorégulation des entreprises pour de nombreux nouveaux OGM. Depuis nous avons appris que c'était l'option proposée par l'industrie des biotechnologies, qui travaillait alors en étroite collaboration avec vos ministères, et ceci bien avant les consultations publiques.

Le mois dernier, [les médias nous ont appris](#) que le groupe de pression de l'industrie des biotechnologies et des pesticides, CropLife Canada, avait joué un rôle central dans l'élaboration des propositions d'orientations réglementaires par le biais d'une « Tiger Team » composée de fonctionnaires d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, de Santé Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).

De plus, des documents obtenus à travers des demandes d'accès à l'information montrent que Santé Canada proposait — comme nous — de réglementer tous les OGM issus de l'édition du génome, arguant qu'*il n'y a pas d'antécédents d'utilisation sûre en tant qu'aliment pour l'ensemble des produits dérivés de ces techniques*. En d'autres termes, Santé Canada proposait d'assurer une surveillance gouvernementale de tous les nouveaux OGM produits à l'aide l'édition du génome, ce qui correspond à la position que nous exigeons depuis le début. Nous constatons que c'est l'ACIA qui s'est opposée à la position de Santé Canada et qu'elle a plutôt soutenu la position de déréglementation, proposée par CropLife Canada.

Demande urgente d'action corrective

Aujourd'hui, nous vous demandons d'entendre nos préoccupations et celles de nombreux Canadien.ne.s en revenant à la proposition initiale de Santé Canada concernant la réglementation préalable à la mise sur le marché de l'édition du génome. L'annulation des changements apportés aux orientations réglementaires peut et doit être effectuée immédiatement, soit en amont de la mise sur le marché de produits non réglementés. Les agriculteur.trice.s veulent savoir ce qu'ils plantent, en particulier les agriculteurs biologiques — la réglementation canadienne relative aux normes de production biologique interdisant l'utilisation d'OGM. [De nombreux groupes de défense de l'environnement et de l'intérêt public](#) s'inquiètent des risques accrus pour la biodiversité et la santé humaine si les entreprises sont laissées libres de réglementer leurs produits, sans contrôle gouvernemental. De plus, une majorité de vos concitoyen.ne.s exigent de savoir ce qu'ils achètent et ce qu'ils mettent dans leur assiette.

Nous vous rappelons que la mission fondamentale de Santé Canada est « *d'aider la population canadienne à maintenir et à améliorer son état de santé* ». Cette mission est clairement incompatible avec la décision de supprimer la surveillance réglementaire. Il est temps de s'attaquer à cet abandon dangereux de la responsabilité gouvernementale. Il n'est pas trop tard pour faire preuve de courage politique et sauvegarder l'intérêt public. Nous continuons d'exiger du gouvernement qu'il fasse preuve de surveillance et de transparence et qu'il rende des comptes au public afin de s'assurer qu'il s'acquitte de son

devoir de protéger la santé des Canadien.ne.s, l'autonomie des agriculteurs et la survie de l'agriculture biologique canadienne.

Veillez recevoir nos salutations distinguées,



Lucy Sharratt
Coordinatrice
Le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies



Thibault Rehn
Coordonnateur
Vigilance OGM



Garry Johnson
Présidente
SaskOrganics



Jenn Pfenning
Présidente
L'Union nationale des fermiers



The Honourable Lawrence MacAulay, Minister of Agriculture and Agri-Food
minister_ministre@agr.gc.ca
The Honorable Mark Holland, Minister of Health
hcminister.ministresc@canada.ca

October 19, 2023

RE : Urgent need to reinstate safety assessments and transparency for all GMOs

Dear Ministers,

We congratulate you on your recent appointments as ministers with the weighty responsibilities of safeguarding the health and safety of Canada's food system.

As you begin your important work, we are writing to alert you to recent reports that expose how changes to the regulation of genetically modified organisms (GMOs) have been developed by departments in close collaboration with the biotechnology and pesticide industry. We are writing to bring your attention to the deepening credibility crisis in federal regulatory departments and the federal regulation of GMOs, and to ask that you urgently ensure safety assessments and transparency for all GMOs.

Background and update

In 2021, Health Canada and the Canadian Food Inspection Agency (CFIA) separately launched public consultations on new regulatory guidance proposals to define, in particular, how genetically engineered seeds and foods created by new gene editing techniques would be regulated. Our groups participated in the two consultations to share our detailed analysis of how the changes would negatively impact safety, transparency and public trust. We also encouraged other Canadians to participate in these consultations.

Despite strong, widespread public and farmer concern expressed over two years to the ministers and through the consultations, your departments chose to allow corporate self-regulation for many new gene-edited GMOs. We have since learned that this was the

policy option proposed by the biotechnology industry in close communication with government departments, far in advance of the public consultations.

Last month, we learned from [media reports](#) that the biotechnology and pesticide industry lobby group CropLife Canada played a central role in designing the regulatory guidance proposals through a "Tiger Team" with officials from Agriculture and Agri-Food Canada, Health Canada, and the CFIA.

Furthermore, documents obtained through Access to Information show that Health Canada was originally proposing to regulate all products of genome editing because plants developed using these techniques have no history of safe use as food in Canada. In other words, Health Canada was set to ensure government oversight over all new GMOs produced using gene-editing technology, which is the same position we have demanded from the outset of the public consultation process. We see that the CFIA objected to Health Canada's position and, instead, supported the position of the deregulation that was proposed by CropLife Canada.

Request for urgent corrective action

Today we are asking you to hear our concerns, and the concerns of many Canadians, and return to Health Canada's initial proposal for pre-market regulation of gene edited products. Reversing the changes to regulatory guidance can and should be made immediately, before products begin to slip through unregulated.

Farmers want to know what they are planting, particularly organic farmers. Canada's regulations governing organic production standards prohibit the use of GMOs. [Many environmental and public interest groups](#) are concerned about the increased risks to biodiversity and human health if corporations are left to regulate products of biotechnology without government oversight. A majority of Canadians are also demanding to know what they are buying and putting on their plates.

We remind you that Health Canada's fundamental mission is "helping the people of Canada maintain and improve their health." This mission is clearly incompatible with the approach to remove regulatory oversight.

Now is the time to address this dangerous abdication of government responsibility. It is not too late to stand up and safeguard the public interest.

We continue to demand government oversight and transparency, and public accountability to ensure government carries out its duty to safeguard the health of Canadians, the autonomy of farmers, and the survival of Canadian organic agriculture.

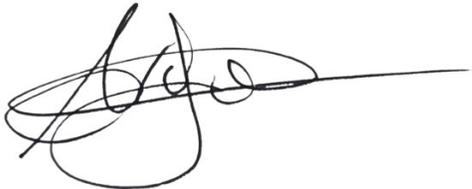
Sincerely,



Lucy Sharratt
Coordinator
Canadian Biotechnology Action Network



Thibault Rehn
Coordinator
Vigilance OGM



Garry Johnson
President
SaskOrganics



Jenn Pfenning
President
National Farmers Union